

PREFACE RAPPORT "ACCELERER" – septembre 2021

Je suis heureux de préfacer l'ouvrage « Accélérer ».

Ce document est, en effet, absolument essentiel pour l'avenir de notre pays.

Il montre avec clarté combien, au fil des ans, la compétitivité de nos entreprises s'est détériorée, laissant à nos voisins le champ libre à leurs gains de parts de marché.

Le diagnostic est conduit de façon exemplaire et est fondé sur des observations objectives, et non sur des préférences doctrinales.

C'est ce qui en fait un outil de travail si précieux.

Mais ce n'est pas qu'un constat. C'est aussi un programme de pistes d'actions concrètes, inspirées du bon sens et d'expériences étrangères réussies.

Pour tracer ces recommandations, il faut évidemment partir de « ce qui ne va pas » pour le corriger.

A cet égard, les auteurs mettent l'accent sur des choses simples et que nos concitoyens sont – j'en suis persuadé - préparés à entendre :

- Trop de dépenses publiques :
56% du PIB contre 45% en Allemagne, et 47% pour la moyenne de l'Union Européenne ;
- Mais ce record s'accompagne d'une efficacité discutable de notre administration, notamment dans l'éducation et la gestion des collectivités locales ;
- Trop de prélèvements obligatoires : 47,4% du PIB contre 41,6% en Allemagne et dans la moyenne de l'Union Européenne ;
- Trop de charges pèsent sur nos entreprises :
En dépit de l'excellente mesure consistant à pérenniser le CICE, trop de charges pèsent encore sur nos entreprises. La contribution de nos entreprises au financement social et à l'action publique représente 41% du total des prélèvements obligatoires. En Allemagne le chiffre est de 26%.

Cela explique la sous-industrialisation que subit notre pays depuis 30 ans.

*
* *

Il est évident qu'avec une telle surcharge de contributions, et un écart de sous-compétitivité de 6 à 10% du PIB par rapport à ses voisins, nos entreprises ont du mal à « tenir la tête hors de l'eau ».

Ce sont ces charges excessives qui expliquent qu'elles sont amenées à s'étioler, à fermer ou à se délocaliser.

Des recommandations simples en découlent :

- Diminuer le coût de notre administration en s'attaquant aux causes des surcoûts et en cessant de tenir le record de la dépense publique,
- Miser sur l'industrie et sur l'innovation et ne pas croire que les services sont un substitut à l'industrie, dont le rôle dans la recherche et la création d'emplois est vital,
- Améliorer la confiance et le dialogue social. A cet égard, l'intéressement et la participation des employés dans les Conseils d'Administration des entreprises sont des solutions qui ont bien fonctionné, en Allemagne notamment,
- Préférer l'investissement à la redistribution,
- Ne pas s'habituer à l'euphorie des bas taux d'intérêt. Les taux très bas pendant très longtemps présentent au moins deux inconvénients majeurs :
 - Ils découragent les investissements à long terme puisque les risques et la durée d'immobilisation des fonds ne sont pas rémunérés. Le résultat est que les épargnants tendent à détenir de plus en plus d'avoirs liquides et sans risques ;
 - Ils détournent les dirigeants des réformes structurelles, dans la mesure où l'argent semble ne rien coûter.

*
* *

Il serait hautement souhaitable que ce recueil facilite le débat public et nourrisse la campagne présidentielle.

On lit souvent que les sujets économiques sont trop compliqués pour être débattus.

Ce n'est pas le cas de ce livre. Je défie quiconque de prétendre que « Accélérer » est abscons. Il est d'une clarté lumineuse. Chacun d'entre nous peut comprendre l'importance des enjeux et donc mûrir sa propre décision.

Dans un pays démocratique, un débat sérieux devrait être organisé pour poser les problèmes, et tracer les pistes pour notre avenir et celui des générations à venir.

C'est de Gasperi qui disait :

« il y a deux sortes d'hommes politiques : ceux qui ne pensent qu'à leur réélection, leur horizon est de cinq ans au mieux. Et il y a les hommes d'Etat, qui pensent à l'avenir sur au moins trois générations. »

Essayons, par la pédagogie, de favoriser l'émergence de la deuxième catégorie.

Jacques de Larosière